

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1948

135/136 (6.2.1948) (6.2./10.2.1948)

JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE
GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires
Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,
Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen
Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen
Amtliche Bekanntmachungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße Baden-Baden

Abonnements: Un an, 40 Marks / Sarre: 800 frs.
Annonces légales: 90 pfg la ligne / Sarre: 18 frs.

Abonnement: Ein Jahr: 40 M. / Saarland: 800 Frk.
Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg. / Saarland: 18 Frk.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifenband beizufügen

SOMMAIRE

	Pages
Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandant en Chef Français en Allemagne.	
Décision No 37 du Commandant en Chef en date du 20 Janvier 1948, portant mise sous séquestre	1367
Décision No 38 du Commandant en Chef en date du 20 Janvier 1948, portant mise sous séquestre	1368
Décision No 39 du Commandant en Chef en date du 20 Janvier 1948 nommant un Administrateur Séquestre	1368
Décision No 40 du Commandant en Chef en date du 20 Janvier 1948 nommant un Administrateur Séquestre	1369
Nos publications	1370
Annonces Légales	61

INHALT

	Seite
Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandement en Chef Français en Allemagne	
ANORDNUNG Nr. 37 des Commandant en Chef vom 20. Januar 1948 über Anordnung einer Zwangsverwaltung	1367
ANORDNUNG Nr. 38 des Commandant en Chef vom 20. Januar 1948 über Anordnung einer Zwangsverwaltung	1368
ANORDNUNG Nr. 39 des Commandant en Chef vom 20. Januar 1948 betreffend die Ernennung eines Zwangsverwalters	1369
ANORDNUNG Nr. 40 des Commandant en Chef vom 20. Januar 1948 betreffend die Ernennung eines Zwangsverwalters	1369
UNSERE VERÖFFENTLICHUNGEN	1370
AMTLICHE BEKANNTMACHUNGEN	61

DÉCISIONS (Anordnungen)

DÉCISION No 37

du Commandant en Chef portant mise sous séquestre

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,
Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,
Vu la Loi No 52 relative au blocage et au contrôle des biens,
Vu l'Ordonnance No 1 du Commandant en Chef Français en Allemagne, maintenant en vigueur les Ordonnances promulguées par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié.
Vu l'Ordonnance No 5 du Commandant en Chef Français en Allemagne concernant le contrôle de l'économie Allemande à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation.
Vu l'Ordonnance No 96 prohibant toute concentration excessive de la puissance économique allemande,
Vu les arrêtés 37 et 40 du Commandant en Chef Français en Allemagne, fixant les conditions d'application de cette ordonnance et portant création d'une Commission de Déconcentration de l'économie allemande,

ANORDNUNG Nr. 37

des Commandant en Chef über Anordnung einer Zwangsverwaltung.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf
das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,
das Gesetz Nr. 52 über Sperre und Beaufsichtigung von Vermögen, die Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef Français en Allemagne über Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen,
die Verordnung Nr. 5 des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Kontrolle der deutschen Wirtschaft innerhalb des französischen Besetzungsgebietes,
die Verordnung Nr. 96 zur Verhinderung übermäßiger Machtanhäufung in der deutschen Wirtschaft,
die Verfügungen Nr. 37 und 40 des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Durchführungsbedingungen für diese Verordnung und die Schaffung einer Commission de Deconcentration de l'Économie Allemande,

Sur proposition de la Commission de Déconcentration de l'Économie Allemande,
Le Comité Juridique entendu,

DÉCIDE :

ART. 1. — Tous les biens, droits et intérêts dans la Zone Française d'Occupation en Allemagne, qui sont pour tout ou partie la propriété du Kohlenkontor Weihenmeyer et Co dont le siège est à Mannheim (Succursale en Zone Française d'Occupation à Ludwigshafen, Brückenaufgang 8 et à Mayence, Uferstr. 19), ou qui sont placés sous son contrôle, sont mis sous séquestre à compter de ce jour, en application de l'Ordonnance 96.

ART. 2. — Les Administrateurs, actionnaires, associés et directeurs, fondés de pouvoirs de ladite Société ainsi que tout gérant de droit ou de fait de biens, lui appartenant doivent en abandonner l'administration entre les mains de l'Administrateur Séquestre.

ART. 3. — Il sera désigné dans les conditions fixées par l'arrêté No 9 du Commandant en Chef, un Administrateur Séquestre des dits biens et un Conseil de Surveillance dont les missions sont respectivement définies par les articles 3 et 4 de l'arrêté susvisé. L'Administrateur Séquestre ainsi désigné exercera sa mission dans les mêmes conditions que ceux nommés en application de la loi 52.

BADEN-BADEN, le 20 Janvier 1948

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

DÉCISION No 38

du Commandant en Chef portant mise sous séquestre.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,
Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu la loi No 52 relative au blocage et au contrôle des biens,
Vu l'Ordonnance No 1 du Commandant en Chef Français en Allemagne, maintenant en vigueur les ordonnances promulguées par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Intéressé,

Vu l'ordonnance No 5 du Commandant en Chef Français en Allemagne concernant le contrôle de l'économie allemande à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation,

Vu l'Ordonnance No 96 prohibant toute concentration excessive de la puissance économique allemande,

Vu les Arrêtés 37 et 40 du Commandant en Chef Français en Allemagne, fixant les conditions d'application de cette Ordonnance et portant création d'une Commission de Déconcentration de l'Économie Allemande,

Sur proposition de la Commission de Déconcentration de l'Économie Allemande,
Le Comité Juridique entendu,

DÉCIDE :

ART. 1. — Tous les biens, droits et intérêts dans la Zone Française d'Occupation en Allemagne, qui sont pour tout ou partie la propriété de la Kohlenhandelsgesellschaft „WESTMARK“ Ellenbeck et Co dont le siège est à Sarrebruck (Bureaux provisoires à Neunkirchen-Heinitz), ou qui sont placés sous son contrôle, sont mis sous séquestre à compter de ce jour, en application de l'Ordonnance 96.

ART. 2. — Les Administrateurs, actionnaires, associés et directeurs, fondés de pouvoirs de ladite société, ainsi que tout gérant de droit ou de fait de biens lui appartenant, doivent en abandonner l'administration entre les mains de l'Administrateur Séquestre.

ART. 3. — Il sera désigné dans les conditions fixées par l'arrêté No 9 du Commandant en Chef, un Administrateur Séquestre des dits biens et un Conseil de Surveillance dont les missions sont respectivement définies par les articles 3 et 4 de l'arrêté susvisé. L'Administrateur Séquestre ainsi désigné exercera sa mission dans les mêmes conditions que ceux nommés en application de la loi 52.

BADEN-BADEN, le 20 Janvier 1948

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

auf Vorschlag der Commission de Deconcentration de l'Économie Allemande und nach Anhörung des Comité Juridique,
folgende

ANORDNUNG :

Artikel 1. Alle Vermögenswerte, Rechte und sonstigen Interessen im französischen Besetzungsgebiet in Deutschland, die ganz oder teilweise Eigentum des Kohlenkontors Weihenmeyer u. Co. mit dem Sitz in Mannheim (Filialen im französischen Besetzungsgebiet in Ludwigshafen, Brückenaufgang 8 und in Mainz, Uferstraße 19) sind oder unter seiner Kontrolle stehen, werden vom heutigen Tage ab in Durchführung der Verordnung Nr. 96 unter Zwangsverwaltung gestellt.

Artikel 2. Die Verwalter, Aktionäre, Gesellschafter, Direktoren und Prokuristen dieser Gesellschaft sowie jeder, dem von rechtswegen oder tatsächlich die Geschäftsführung über ihr gehörende Vermögenswerte obliegt, haben dem Zwangsverwalter die Verwaltung dieser Vermögenswerte zu überlassen.

Artikel 3. Gemäß den in der Verfügung Nr. 9 des Commandant en Chef festgesetzten Bedingungen wird ein Zwangsverwalter für die genannten Vermögenswerte und ein Aufsichtsrat bestellt, deren entsprechende Aufgaben durch die Artikel 3 und 4 der oben angezogenen Verfügung näher bestimmt sind. Der so ernannte Zwangsverwalter hat seine Aufgabe unter den zur Durchführung des Gesetzes Nr. 52 genannten Bedingungen auszuführen.

BADEN-BADEN, den 20. Januar 1948.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

ANORDNUNG Nr. 38

des Commandant en Chef über Anordnung einer Zwangsverwaltung.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf
das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

das Gesetz Nr. 52 über Sperre und Beaufsichtigung von Vermögen, die Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef Français en Allemagne über Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Intéressé oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen, die Verordnung Nr. 5 des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Kontrolle der deutschen Wirtschaft innerhalb des französischen Besetzungsgebietes,

die Verordnung Nr. 96 zur Verhinderung übermäßiger Machtanhäufung in der deutschen Wirtschaft,

die Verfügungen Nr. 37 und 40 des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Durchführungsbedingungen für diese Verordnung und die Schaffung einer Commission de Deconcentration de l'Économie Allemande,

auf Vorschlag der Commission de Deconcentration de l'Économie Allemande und nach Anhörung des Comité Juridique,
folgende

ANORDNUNG :

Artikel 1. Alle Vermögenswerte, Rechte und sonstigen Interessen im französischen Besetzungsgebiet in Deutschland, die ganz oder teilweise Eigentum der Kohlenhandelsgesellschaft „Westmark“ Ellenbeck u. Co. mit dem Sitz in Saarbrücken (vorläufige Geschäftsräume in Neunkirchen-Heinitz) sind oder unter ihrer Kontrolle stehen, werden vom heutigen Tage ab in Durchführung der Verordnung Nr. 96 unter Zwangsverwaltung gestellt.

Artikel 2. Die Verwalter, Aktionäre, Gesellschafter, Direktoren und Prokuristen dieser Gesellschaft sowie jeder, dem von rechtswegen oder tatsächlich die Geschäftsführung über ihr gehörende Vermögenswerte obliegt, haben dem Zwangsverwalter die Verwaltung dieser Vermögenswerte zu überlassen.

Artikel 3. Gemäß den in der Verfügung Nr. 9 des Commandant en Chef festgesetzten Bedingungen wird ein Zwangsverwalter für die genannten Vermögenswerte und ein Aufsichtsrat bestellt, deren entsprechende Aufgaben durch die Artikel 3 und 4 der oben angezogenen Verfügung näher bestimmt sind. Der so ernannte Zwangsverwalter hat seine Aufgabe unter den zur Durchführung des Gesetzes Nr. 52 genannten Bedingungen auszuführen.

BADEN-BADEN, den 20. Januar 1948.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

DÉCISION No 39

du Commandant en Chef nommant un Administrateur Séquestre.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'Ordonnance No 96 prohibant toute concentration excessive de la puissance économique allemande,

Vu les arrêtés 37 et 40 du Commandant en Chef Français en Allemagne, fixant les conditions d'application de cette ordonnance et portant création d'une Commission de Déconcentration de l'Économie Allemande,

Vu la décision No 38 du Commandant en Chef Français en Allemagne ordonnant la mise sous séquestre de la Kohlenhandelsgesellschaft „WESTMARK“ Ellenbeck et Co dont le siège social est à SARREBRUCK,

- DÉCIDE :

ART. 1. — Monsieur René CHARRIER est nommé Administrateur Séquestre de tous les biens, droits ou intérêts appartenant en Zone Française d'Occupation à la Société Kohlenhandelsgesellschaft „WESTMARK“ Ellenbeck et Co, placés sous contrôle par décision No 38 du Général Commandant en Chef Français, susvisée.

BADEN-BADEN, le 20 Janvier 1948.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

ANORDNUNG Nr. 39

des Commandant en Chef concernant la nomination d'un administrateur séquestre.

Der Général Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

Die Verordnung Nr. 96 zur Verhinderung übermäßiger Machtanhäufung in der deutschen Wirtschaft,

die Verfügungen Nr. 37 und 40 des Commandant en Chef Français en Allemagne betreffend die Festsetzung der Durchführungsbedingungen dieser Verordnung und über die Errichtung einer Commission de Deconcentration de l'Économie Allemande,

die Anordnung Nr. 38 des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Anordnung der Zwangsverwaltung über das Vermögen der Firma Kohlenhandelsgesellschaft „Westmark“ Ellenbeck u. Co., mit dem Sitz in Saarbrücken,

folgende

ANORDNUNG :

Artikel 1. Herr René Charrier wird zum Zwangsverwalter aller durch die oben erwähnte Anordnung Nr. 38 des Général Commandant en Chef Français unter Kontrolle gestellten Vermögenswerte, Rechte und sonstigen Interessen ernannt, die der Firma Kohlenhandelsgesellschaft „Westmark“ Ellenbeck u. Co. im französischen Besetzungsgebiet gehören.

BADEN-BADEN, den 20. Januar 1948.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.

DÉCISION No 40

du Commandant en Chef nommant un Administrateur Séquestre.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'Ordonnance No 96 prohibant toute concentration excessive de la puissance économique allemande,

Vu les arrêtés 37 et 40 du Commandant en Chef Français en Allemagne, fixant les conditions d'application de cette Ordonnance et portant création d'une Commission de Déconcentration de l'Économie Allemande,

Vu la décision No 37 du Commandant en Chef Français en Allemagne ordonnant la mise sous séquestre du Kohlenkontor Weißenmeyer et Co dont le siège social est à Mannheim.

DÉCIDE :

ART. 1. — Monsieur Louis SERIN, est nommé Administrateur séquestre de tout les biens, droits ou intérêts appartenant en Zone Française d'Occupation à la Société Kohlenkontor Weißenmeyer et Co placés sous contrôle par décision No 37 du Général Commandant en Chef Français, susvisée.

BADEN-BADEN, le 20 Janvier 1948

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

ANORDNUNG Nr. 40

des Commandant en Chef concernant la nomination d'un administrateur séquestre.

Der Général Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

Die Verordnung Nr. 96 zur Verhinderung übermäßiger Machtanhäufung in der deutschen Wirtschaft,

die Verfügungen Nr. 37 und 40 des Commandant en Chef Français en Allemagne betreffend die Festsetzung der Durchführungsbedingungen dieser Verordnung und über die Errichtung einer Commission de Deconcentration de l'Économie Allemande,

die Anordnung Nr. 37 des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Anordnung der Zwangsverwaltung über das Vermögen der Firma Kohlenkontor Weißenmeyer u. Co., mit dem Sitz in Mannheim,

folgende

ANORDNUNG :

Artikel 1. Herr Serin wird zum Zwangsverwalter aller durch die obenerwähnte Anordnung Nr. 37 des Général Commandant en Chef Français unter Kontrolle gestellten Vermögenswerte, Rechte und sonstigen Interessen ernannt, die der Firma Kohlenkontor Weißenmeyer u. Co. im französischen Besetzungsgebiet gehören.

BADEN-BADEN, den 20. Januar 1948.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.

Nos Publications

Nous pouvons livrer à nos abonnés les publications suivantes:

Recueil des Textes Législatifs publiés par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié en vigueur le 1er Septembre 1945 dans la Zone Française d'Occupation en Allemagne RM. 2.—

Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne nos. 26 à 50 relié au prix de RM. 15.—

Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne nos. 51 à 75 relié au prix de RM. 15.—

Code de la route allemand avec supplément de 8 pages en couleurs à RM. 0,60 l'exemplaire

Le Conseil d'État, Sauvegarde de la Démocratie par Marcel Martin, Maître des Requêtes au Conseil d'État, brochure de 32 pages en français et en allemand à RM. 1,25.

Recueil Officiel des textes relatifs à la fabrication et à la répartition des produits industriels RM. 20.—

Procès contre les grands criminels de guerre par la Cour de Justice Militaire Internationale de Nuremberg, 36 volumes en langue allemande dont 7 parus RM. 1800.—

En vente à nos bureaux 65, Lichtenthalerstraße à Baden-Baden et livrable dans la zone française, anglaise et russe. Pour la Sarre et l'étranger paiement en francs ou devises.

Pour la zone américaine adressez vos commandes à la maison

Jules Richard Hampel, 20/24 Brunnengasse, Heidelberg.

Par grosses quantités nous faisons des remises importantes.

Unsere Veröffentlichungen

Wir können unseren Beziehern folgende Veröffentlichungen liefern:

Sammlung der von u. unter dem alliierten Oberkommando veröffentlichten und am 1. September 1945 in Kraft gewesenen Gesetzestexte, RM 2.—

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland Nr. 26—50, gebunden, zum Preise v. RM 15,—

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland Nr. 51—75, gebunden, zum Preise v. RM 15,—

Deutsche Straßenverkehrsordnung mit 8 Seiten farbiger Beilage zu RM 0,60 je Stück.

Der französische Staatsrat, Hüter der Demokratie, von Marcel Martin, Maître des requêtes im französischen Staatsrat, Broschüre mit 92 Seiten, deutsch und französisch, zu RM 1,25.

Amtliche Sammlung der Texte über die Herstellung und Zuteilung industrieller Erzeugnisse, RM 20,—

Prozeß gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem internationalen Militärgerichtshof in Nürnberg, 36 Bände in deutscher Sprache, davon 7 erschienen, RM 1800,—

Der Verkauf erfolgt in unserer Geschäftsstelle in Baden-Baden, Lichtenthaler Straße 65. Lieferbar nach der französischen, englischen und russischen Zone. Für das Saarland und Ausland Zahlung in Franken oder Devisen. Für die amerikanische Zone sind Bestellungen zu richten an die Firma Julius Richard Hampel, Heidelberg, Brunnengasse 20/24. Bei größeren Mengen geben wir erhebliche Preisnachlässe.

BAD. GEM. UDE
VERSICHERUNGSANST.
13 FEB. 1946